

Lutte de classe en Espagne

Solidarité et extension

de la lutte des ouvriers d'Airbus!

La lutte d'Airbus en Espagne montre la force d'un combat uni des travailleurs : assemblées de 1500 personnes, piquets d'extension de la grève, comités de grève, groupes ouvriers de discussion... voilà nos armes pour créer une force capable d'imposer nos revendications!

Les travailleurs luttent fermement sur leur propre terrain...

En juillet, un référendum a rejeté l'accord signé par certains syndicats (CCOO et les syndicats corporatistes SIPA et ATP) en lançant le mot d'ordre « ça ne s'arrêtera pas là ». Le 25 août, en assemblée, contre le chantage et les menaces de l'entreprise, la grève illimitée est décidée, et le 31 (de nouveau en assemblée), il est décidé de rejeter l'offre de l'entreprise et de poursuivre la grève.

Aux usines de Getafe, Tolède et Séville se sont jointes celles d'Albacete et de Cadix (ce qui représente 14 000 travailleurs), et dans les usines de France (et ailleurs), il y a une agitation et une volonté de solidarité qui suscitent l'inquiétude du patronat et du gouvernement.

Selon Franceinfo : « Cette grève n'est pas une grève comme les autres [...], elle s'étend à d'autres usines [...]. La particularité de ce mouvement, c'est qu'il est né directement des travailleurs, pour la plupart non-syndiqués [...]. Ce mode d'organisation inédit favorise le rapprochement entre les employés des bureaux et ceux des ateliers, longtemps divisés [...]. Une centaine de salariés se sont retrouvés [...] réclamant une assemblée participative ouverte à tous les salariés pour peser sur la négociation salariale. [...] Le télétravail n'était que l'élément déclencheur, la revendication portant plus largement sur le pouvoir d'achat et l'ensemble des droits perdus ».

... face à l'entreprise et au gouvernement!

Cette situation a fini par forcer l'intervention directe du gouvernement espagnol en septembre. L'État sort pour défendre les intérêts de l'entreprise, les intérêts de la production militaire aux dépens de nos conditions de vie, « il faut respecter les délais de livraison et baisser les prix ». Le ministre de l'Industrie Jordi Hereu (sous les applaudissements de hauts responsables du Parti socialiste au gouvernement comme la vice-secrétaire générale Montero, et avec le quorum de CCOO et UGT)

s'est vu obligé de servir de médiateur pour un nouvel accord (qui devrait être voté par référendum et non dans les assemblées), fondé sur l'« entente » et le « dialogue social », où l'Espagne, l'entreprise et les travailleurs seraient tous supposément gagnants... Le même jour, les mêmes mots, prononcés par le PDG d'Airbus en France : « Les grèves qu'on a en ce moment en Espagne, je les prends très au sérieux. [...] On peut essayer de les régler correctement, mais [...] dans une perspective d'intérêt général [...], une équation globale qui fonctionne avec nos clients, avec nos fournisseurs, avec nos employés, avec nos investisseurs ».

Restons unis et ne nous laissons pas tromper!

Nous ne pouvons pas renoncer aux assemblées au profit du référendum! Les référendums nous isolent les uns des autres et nous laissent seuls face aux pièges que nous tend la bourgeoisie. Les assemblées sont notre force, c'est là que nous discutons et prenons les décisions, que nous organisons notre lutte!

Le prétendu « intérêt général » n'existe pas! Nous, les travailleurs, avons des intérêts et des perspectives opposés à ceux de nos exploiters! Les travailleurs n'ont pas de patrie! Nous ne partageons aucun intérêt avec eux!

Les travailleurs d'Airbus nous montrent le chemin : l'extension rapide de la lutte, la solidarité, le refus de se laisser tromper par l'entreprise et l'État! Ce sont là des conditions à maintenir dans les avancées comme dans les reculs, pour ne pas tomber dans la division!

La lutte doit s'étendre aussi au-delà du secteur!

La lutte s'est étendue à toutes les usines d'Espagne, avec la sympathie des travailleurs d'Airbus en France et même la possibilité de mobilisations de soutien. Mais si elle reste enfermée dans le secteur, elle perdra la force de l'unité ouvrière. Souvenons-nous de la très dure défaite de la grève des mineurs des années 1980 en Grande-Bretagne, étendue à toute la mine, mais isolée méthodiquement des autres secteurs par le gouvernement Thatcher et avec l'aide des syndicats.

Avant l'été, les enseignants de plusieurs Communautés autonomes espagnoles sont entrés en lutte pour davantage d'embauches et de meilleurs salaires, jusqu'à organiser des manifestations de 35 000 personnes (dans

la Communauté valencienne, par exemple). Mais ils sont restés sur un terrain corporatiste : ils n'ont pas pris l'initiative de chercher l'unité avec les travailleurs de la santé ou d'autres secteurs en lutte.

Mais la grève de l'enseignement se poursuit après l'été et s'étend à de nouvelles Communautés, où des manifestations sont prévues ce mois-ci. À Madrid, une grande manifestation est annoncée pour la fin septembre. Envoyons des délégations massives à ces manifestations ! Que les piquets aillent vers d'autres secteurs en lutte !

La force de la lutte, c'est sa massivité et son extension rapide. S'enfermer dans le secteur est un piège !

Nous pouvons les faire reculer dans leurs attaques contre nos conditions de vie !

En 2006, le gouvernement français annonçait le Contrat première embauche (CPE), un pas important vers la précarisation de l'emploi des jeunes travailleurs. En deux mois, les étudiants (en réalité de futurs ouvriers) ont développé une lutte *« pas comme les autres »*, avec une dynamique d'extension et de solidarité vers d'autres secteurs et générations de la classe ouvrière, à travers des Assemblées générales ouvertes et des délégations envoyées vers d'autres secteurs. C'est cela qui a fait trembler la bourgeoisie et l'a obligée à retirer le CPE.

Cette extension pousse toujours davantage l'idée que, nous les travailleurs, *« nous sommes tous dans le même bateau »*, comme le disaient les travailleurs en Grande-Bretagne et en France en 2022 et 2023. Cette dynamique fait mûrir la nécessité de s'auto-organiser dans les assemblées générales ouvertes à tous les travailleurs : pour discuter de la façon de lutter, d'envoyer des délégations vers d'autres secteurs, de répondre de manière unie et de ne pas tomber dans les pièges qu'ils nous tendent. C'est la dynamique discussion/auto-organisation/extension qui les effraie, et non les illusoires appels à « bloquer le secteur » ou « attirer l'attention du gouvernement à coups de simples sifflets ». La lutte doit s'étendre à la fois vers la France et vers d'autres secteurs.

Les attaques sont mondiales et brutales

Le CPE a été arrêté en 2006, mais aujourd'hui, et par d'autres chemins sinistres, la précarité de l'emploi a terriblement augmenté, en France, en Espagne et dans le monde entier.

Il existe toute une dynamique mondiale d'attaques contre les travailleurs. À sa base se trouve la crise d'un capitalisme de plus en plus englouti par le chaos guerrier, qui oblige les gouvernements à s'attaquer à nos conditions de vie pour sauver leurs profits et payer les coûts de la militarisation. En Allemagne, par exemple, l'industrie automobile menace de fermer des usines, de supprimer des milliers d'emplois (125 000 d'ici 2035, chez VW, BMW, Mercedes et Audi) et de se tourner à son tour

vers la production d'armement. S'y ajoutent des coupes dans les retraites, la santé, l'éducation, l'allongement du temps de travail... pour financer l'économie de guerre. C'est-à-dire une logique de pure destruction ! Et l'Espagne est plongée dans la même logique ! La seule perspective que nous offre le capitalisme, c'est la misère et la destruction, *« plus de canons et moins de beurre »*, dans une spirale qui mène l'humanité à la catastrophe.

Mais il existe une dynamique mondiale de lutte !

Depuis 2022, nous avons vu la réaction dans la classe ouvrière mondiale qui marque un tournant, une rupture avec des décennies de passivité plus grande et de difficulté à lutter de façon unie et massive. Durant l'« été de la colère » de 2022 en Grande-Bretagne et dans la lutte contre la réforme des retraites en France en 2023, on respirait le même esprit : *« ça suffit ! »* et *« luttons tous unis ! »*.

Ce processus de luttes s'est poursuivi, porté par la détermination des travailleurs à refuser les attaques toujours plus virulentes contre leurs conditions de vie. Il provoque aujourd'hui un nouvel « automne chaud », avec des grèves non seulement en Espagne ou en France, mais aussi en Italie (particulièrement dans les transports), en Belgique et dans d'autres pays.

Une nécessité vitale s'en dégage : étendre la lutte avec détermination et rapidité à d'autres secteurs et à d'autres pays ! Seule une lutte ouvrière consciente et massive nous donnera les moyens de renverser la logique destructrice du capitalisme.

Courant Communiste International

Septembre 2026

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Participez aux réunions publiques du CCI

Pour construire collectivement un chemin de lutte vers la révolution, il est vital de se regrouper pour débattre et s'organiser.

Le CCI organise des réunions publiques à Paris et Marseille, le **samedi 12 septembre 2026**, sur le thème :

Il y a 20 ans, la lutte des étudiants contre le CPE obligeait le gouvernement à retirer son projet de loi

Pour être informé les dates et lieux de nos réunions publiques et permanences, rendez-vous dans la rubrique « agenda » du site web du CCI. Vous pouvez également nous écrire dans la rubrique « nous contacter ».

fr.internationalism.org

